

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

L'adaptation des forces armées françaises en Afghanistan :

Les liens entre les objectifs politico-stratégiques et
la réalité des opérations.

Chef de bataillon Laurent Nobel

Sous la direction de

M. Olivier Schmitt

Professeur à l'Université du Danemark du Sud

Résumé du mémoire :

Quand la France décida en 2001 de répondre positivement à l'appel de son allié américain en projetant des troupes en Afghanistan, ses forces armées étaient marquées par des décennies d'opérations dans les Balkans et en Afrique. Pour faire face à ce contexte très différent, elles ont fait preuve d'un effort d'adaptation sans précédent, en s'appuyant à la fois sur leur expérience et sur celle des autres membres de la coalition.

Bien que cette intervention ne soit pas la première dans un cadre aussi multinational, elle a revêtu un caractère particulier de par sa durée et sa nature. Parce que notre pays, à l'instar de l'Allemagne, avait décidé de ne pas suivre ses alliés anglo-saxons en Irak en 2003, son comportement sur le sol afghan fut observé de près.

Alors que les dernières forces combattantes ont quitté ce théâtre, il est intéressant d'analyser comment les militaires français ont su se remettre en question rapidement pour répondre aux ambitions politiques qui n'ont pas manqué d'évoluer durant ces 13 années de présence. L'étude de cette adaptation militaire dans l'urgence revêt un intérêt particulier par l'aspect novateur des procédés mis en œuvre. Ces derniers permirent de faire évoluer la doctrine et de doter les unités engagées en équipements adéquats. Ils représentent le cœur du sujet de ce mémoire dont l'ambition est de démontrer que si les objectifs politico-stratégiques ont eu des conséquences sur la conduite des opérations, la réciproque est également vraie.

La méthode de travail a consisté en un croisement entre les sources existantes et l'expérience de l'auteur en Afghanistan au cours d'une mission de six mois en vallée de Kapisa (Juin-Décembre 2010). Des entretiens conduits avec des témoins civils et militaires ont permis de compléter sa perception de la situation.

En ayant payé le « prix du sang » mais surtout en contribuant à sécuriser l'Afghanistan, la France a retrouvé toute sa place au sein de l'OTAN et sur la scène internationale. Ses capacités ont été confirmées lors des interventions en Lybie, au Mali, en Centrafrique et sa participation à la lutte contre *Daesh*.

English Abstract :

The adaptation of French forces in Afghanistan:

The links between the political and strategic objectives and the reality of operations.

When France decided in 2001 to respond positively to the call of its American ally by projecting troops in Afghanistan, its armed forces were marked by decades of operations in the Balkans and Africa. To deal with this very different context, they have demonstrated an unprecedented effort of adaptation, relying on both their secular experience and that of other members of the coalition.

Even if this military intervention was not the first to be part of a broad international coalition in recent history, it had a special character due to its duration and nature. Because our country, like Germany, decided not to follow its Anglo-Saxon allies in Iraq in 2003, its behavior on Afghan soil was monitored.

While the last combat forces left the theater, it is interesting to analyze how the French soldiers were able to adapt quickly to meet the political ambitions which have evolved during this 13-year long campaign. The particular focus of this study is the rapid military renovation required to adapt to the Afghanistan emergency, in both doctrine and equipment. They represent the heart of the subject of this memoir whose aim is to demonstrate that if the political and strategic objectives have had an impact on the conduct of operations, the converse is also true.

The working method consisted of a cross between existing sources and the experience of the author in Afghanistan during a six-month mission in Kapisa Valley (June-December 2010). Interviews with civilians and military witnesses helped to complete his perception of the situation.

Having paid the "blood money" but especially in helping to secure Afghanistan, France has regained its place within NATO and on the international stage. Its capabilities were confirmed during interventions in Libya, Mali and the Central African Republic, but also through its participation in the fight against *Daesh*.

SOMMAIRE

Préambule, remerciements.

Introduction

1. Une montée en puissance progressive en réponse à des objectifs politiques qui se précisent (2001-2008).

1.1. Les débuts de la campagne française en Afghanistan.

1.1.1. Un témoignage de solidarité envers les Etats-Unis.

1.1.2. La prudence de l'engagement militaire initial.

1.2. Le renforcement du dispositif à compter de 2004.

1.2.1. L'extension de la FIAS et la place de la France.

1.2.2. La prise de conscience des besoins pour mener à bien la mission.

1.3. L'adaptation des forces armées à un contexte complexe.

1.3.1. L'adaptation au théâtre : les forces afghanes et les insurgés.

1.3.2. Une campagne interarmées.

2. Le durcissement des opérations et la redécouverte de la contre-insurrection (2008-2011).

2.1. Des prétentions politiques et militaires réévaluées.

2.1.1. Le traumatisme de l'embuscade d'Uzbeen.

2.1.2. L'affirmation de la participation française à un tournant de la campagne.

2.2. La mise à disposition de moyens à la hauteur des ambitions de la France.

2.2.1. Une formation sans précédent pour les soldats projetés en Afghanistan.

2.2.2. Un effort matériel considérable pour remplir une mission exigeante.

2.3. La place de la France au plus fort de son engagement en Afghanistan.

2.3.1. La Task Force Lafayette au sein du dispositif international.

2.3.2. L'appropriation de la doctrine de contre-insurrection anglo-saxonne.

3. Le désengagement des troupes françaises (2011-2014) - Bilan de l'adaptation des forces armées.

3.1. Le transfert de responsabilité progressif à l'Armée nationale afghane.

- 3.1.1. Le défi du désengagement, entre difficulté logistique et enjeu diplomatique.
- 3.1.2. La fermeture du théâtre afghan ?

3.2. Des forces armées renforcées par 13 ans d'opérations exigeantes.

- 3.2.1. Les leçons tactiques tirées.
- 3.2.2. D'une armée professionnalisée à une armée professionnelle.

3.3. Un affermissement de la France sur la scène internationale.

- 3.3.1. La réaffirmation de sa place au sein de l'OTAN.
- 3.3.2. Un outil militaire reconnu qui a payé « le prix du sang ».

Conclusion, perspectives.

Corpus

Préambule :

Officier d'infanterie dans les Troupes de marine, j'ai été projeté avec mon régiment en Afghanistan de juin à décembre 2010. Les six mois passés à Tagab, en vallée de Kapisa, resteront un temps fort de ma carrière. J'ai été marqué par de nombreux aspects de cette mission, à commencer par la richesse et la complexité de ce pays avec lequel la France entretient des relations depuis bien avant 2001. Durant la préparation à cette projection, la mission en elle-même et la remise en condition, j'ai pu mesurer les capacités d'adaptation de nos forces armées pour faire face à une situation difficile. Avec quelques années de recul, j'ai eu envie de comprendre les objectifs politiques de cette campagne afin de les confronter à la réalité que j'ai vécue sur le terrain. Convaincu que cette opération a fait faire un bond en avant à nos forces armées, il me paraissait important d'analyser comment les unités engagées ont pu s'adapter pour répondre à ces exigences.

Des mois de recherche auraient pu être consacrés à ce sujet très riche. Contraint par le temps, j'ai le regret de ne pas avoir pu rencontrer plus de témoins du Ministère des Affaires étrangères et du développement international, ainsi que des acteurs de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie. Néanmoins, les quelques échanges que j'ai eus avec ces organismes m'ont permis de compléter mon expérience personnelle et l'étude des documents traitant de ce sujet.

Remerciements :

Je tiens particulièrement à remercier mon directeur de mémoire, M. Olivier Schmitt, professeur à l'Université du Danemark du Sud, pour les conseils prodigués sur la méthodologie et les sources pertinentes. Je lui suis reconnaissant de m'avoir laissé traiter le sujet proposé avec ma propre vision.

Concernant les échanges avec le Ministère des Affaires étrangères et du développement international, je remercie M. Frédéric GRARE qui a bien voulu me recevoir et me faire partager sa connaissance approfondie de ce théâtre. Cet entretien n'aurait pas eu lieu sans les conseils de M. Jean-Baptiste JEANGENE VILMER et l'intervention du colonel (Air) Jean-Christophe NOEL du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie.

Je remercie également le chef de bataillon Foulques D'ABOVILLE qui m'a donné accès à la source inépuisable des documents du Centre de doctrine d'emploi des forces dont il n'est hélas pas possible de citer tous les auteurs.

Introduction :

Même si 2001 marqua le début de l'intervention française directe en Afghanistan, ces deux pays sont liés par des relations anciennes qui ont survécu aux changements politiques du « royaume de l'insolence ». La France était déjà présente durant la campagne soviétique de 1979 à 1989, par le biais d'agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) envoyés en appui à l'Alliance du Nord du commandant Massoud. Si ce soutien discret peut paraître anecdotique, il permit de poser les jalons de la collaboration franco-afghane.

Lorsque la France, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, décida de répondre positivement à l'appel de son allié américain en projetant des troupes, le contexte était très différent. Même si dans l'Histoire récente cette intervention militaire n'était pas la première dans le cadre d'une large coalition internationale, elle revêtait un caractère particulier de par sa durée et sa nature. Alors que notre pays, à l'instar de l'Allemagne, décida de ne pas suivre ses alliés anglo-saxons en Irak, son attitude sur le sol afghan fut observée de prêt.

Mise à part la campagne « éclair » en Irak lors de la Guerre du Golfe (1990-1991), la France était marquée au début du 21^e siècle par des décennies d'opérations dans les Balkans et en Afrique. Elle s'est trouvée confrontée en Afghanistan à un engagement très différent pour lequel ses forces armées n'étaient pas préparées. Ces dernières ont ainsi dû fournir un effort d'adaptation sans précédent dans deux domaines principaux : la doctrine et les équipements.

En 2006, Adam Grissom a décrit précisément les deux principaux mécanismes de changement des appareils de défense que sont l'innovation et l'adaptation. La première est généralement envisagée comme un phénomène de temps de paix visant à créer de nouvelles capacités alors que la seconde consiste en l'ajustement des capacités existantes aux besoins émergents¹. Un autre phénomène a été observé en Afghanistan, l'« émulation sélective » : prises au dépourvu par l'évolution des combats en Afghanistan, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont allées chercher au sein de l'OTAN (au sein de la structure ou auprès des autres États membres) des réponses doctrinales et matérielles aux défis auxquels elles étaient confrontées sur le terrain².

¹ TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier, Guerre et Stratégie - Approches, Concepts, Paris, PUF, 2015, 536 p., p 353.

² SCHMITT Olivier, « Européanisation ou otanisation ? : la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne en Afghanistan » in Politique européenne n°48, 2015, p 40-67.

Alors que les dernières forces combattantes ont quitté ce théâtre, il est intéressant d'analyser comment les militaires français ont su se remettre en question rapidement pour répondre aux ambitions politiques qui n'ont pas manqué d'évoluer durant ces 13 années de présence. L'étude de cette adaptation militaire dans l'urgence revêt un intérêt particulier par l'aspect novateur des procédés mis en œuvre. Ces derniers permirent de faire évoluer la doctrine et de doter les unités engagées en équipements adéquats. Ils représentent le cœur du sujet de ce mémoire dont l'ambition est de démontrer que si les objectifs politico-stratégiques ont eu des conséquences sur la conduite des opérations, la réciproque est également vraie.

Le nombre d'ouvrages écrits sur l'intervention française en Afghanistan témoignent des évolutions majeures que cet engagement a provoquées au sein de nos forces armées. Il en est de même pour le retour d'expérience très fourni qui est toujours en cours d'exploitation, notamment par le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF). La méthode de travail pour la rédaction de ce mémoire a consisté en un croisement des sources citées ci-dessus avec l'expérience de l'auteur en Afghanistan lors d'une mission de six mois en vallée de Kapisa (juin-décembre 2010). Des entretiens conduits avec des témoins civils et militaires ont permis de compléter sa perception de la situation.

Au vu de la durée de cet engagement, l'exposé des conclusions de cette étude suivra une logique chronologique. Sera d'abord évoquée la période qui s'étend de 2001 à 2008, durant laquelle la France a développé très progressivement ses objectifs politiques et sa participation militaire. Le cœur de l'engagement (2008 à 2010) qui a vu le rôle de la France en Afghanistan s'affirmer considérablement fera l'objet de la deuxième partie. L'analyse de la période sensible du désengagement de nos forces à compter de 2011 viendra clore ce mémoire sous la forme d'un bilan de l'adaptation de nos forces à ce théâtre.

1. Une montée en puissance progressive en réponse à des objectifs politiques qui se précisent (2001-2008).

A peine deux jours après l'assassinat du commandant Massoud, chef de l'Alliance du Nord et opposant farouche aux Talibans en Afghanistan, les Etats-Unis étaient frappés le 11 septembre 2001 par une série d'attentats revendiqués par Al-Qaïda. Ces attaques spectaculaires et sans précédent sur le sol américain furent le point de départ des opérations occidentales qui se déroulèrent pendant plus d'une décennie dans ce pays d'Asie centrale qui avait su tenir tête au géant soviétique de 1979 à 1989. Devant le non-respect de l'ultimatum consistant à livrer l'instigateur des attentats, Oussama Ben Laden, les Etats-Unis décidèrent d'intervenir militairement pour renverser le régime taliban en place, sous couvert de la légitime défense évoquée par l'article 51 de la charte des Nations unies³.

1.1. Les débuts de la campagne française en Afghanistan.

Les attentats du 11 septembre ont montré qu'aucune nation ne pouvait se considérer à l'abri du terrorisme international mené par Al-Qaïda. Le président de la République fit donc le choix de prendre part à cette lutte pour protéger le peuple français et défendre les valeurs dans lesquelles il se reconnaît.

1.1.1. Un témoignage de solidarité envers les Etats-Unis.

Très rapidement, la France témoigna sa solidarité envers son allié d'outre-Atlantique et décida de participer militairement aux opérations. Dès la fin de 2001, elle s'engagea donc avec un contingent restreint qui, pendant les cinq premières années du conflit, ne dépassa pas un effectif de 2 000 hommes déployés. Cette contribution, certes modeste, fut néanmoins la traduction très claire de la volonté politique de prendre une part active à la lutte contre le terrorisme international. Au-delà du prétexte d'auto-défense, la France voulait tenir son rang de puissance militaire et diplomatique au sein de l'OTAN qui prit le commandement des troupes de la FIAS⁴ le 11 août 2003 et se déploya progressivement à travers le pays jusqu'en

³ BARAT-GINIES Oriane, L'engagement militaire français en Afghanistan 2001-2011, Paris, L'Harmattan, 2011, 164 p., p.19.

⁴ Force internationales d'assistance et de sécurité ; *ISAF* en Anglais.

2006, année durant laquelle la coalition compta 37 pays membres pour 36000 soldats. En 2007, cette tendance s'accroît d'ailleurs avec l'élection de Nicolas Sarkozy qui souhaitait renforcer la place de la France au sein de l'alliance Atlantique.

1.1.2. La prudence de l'engagement militaire initial.

Les étapes qui ont conduit progressivement le contingent français à assumer la responsabilité de la zone-clé qu'est la Kapisa furent nombreuses. Le 27 janvier 2002, seul un bataillon fort d'un demi-millier d'hommes, fut projeté dans le cadre de l'opération PAMIR en réponse à la résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 20 décembre 2001. Le bataillon français (BATFRA) était armé par le 21^e Régiment d'Infanterie de Marine qui fournit un état-major, une compagnie de combat et une compagnie de commandement et de logistique. Le BATFRA fut intégré à la brigade multinationale de Kaboul (KMNB⁵) qui regroupait 3 500 militaires, sous commandement britannique, chargée de la sécurisation de Kaboul.

1.2. Le renforcement du dispositif à compter de 2003.

Le régime taliban tomba en quelques semaines et le périmètre de la capitale Kaboul fut sécurisé, si bien que les premières années de l'intervention occidentale semblèrent avoir été un succès militaire. Mais la situation restait préoccupante alors que de nombreux talibans s'étaient retranchés dans les vallées les plus reculées, continuant à harceler les soldats de la coalition. L'ouverture du front irakien par les Etats-Unis et certains de leurs alliés fit craindre une dispersion des forces et les insurgés y virent une opportunité pour exploiter les dissensions.

1.2.1. L'extension de la FIAS et la place de la France.

Fort heureusement, cette nouvelle guerre ne signifia pas le désengagement américain d'Afghanistan. Le 11 août 2003, l'OEF⁶ et l'ISAF passèrent sous le commandement de l'OTAN, mettant fin aux rotations nationales. En octobre 2003, la résolution 1510 du Conseil de sécurité prévoit dans son préambule « d'étendre l'autorité du gouvernement central à toutes

⁵ *Kabul multinational brigade.*

⁶ *Operation Enduring Freedom.*

les parties de l'Afghanistan, de procéder au désarmement complet, à la démobilisation et à la réinsertion de toutes les factions armées et d'effectuer une réforme du secteur de la sécurité, notamment en reconstituant la nouvelle armée et la nouvelle police nationales afghanes ». Pour répondre à ces nouvelles conditions, le mandat de l'ISAF s'étendit progressivement à tout le pays mais les forces n'y furent totalement déployées qu'en 2006, en raison des contraintes logistiques.

En juin 2003, la France montra une nouvelle manifestation de sa volonté politique : en pleine discorde avec les Américains au sujet de la guerre en Irak, Jacques Chirac décida d'engager nos forces spéciales en Afghanistan, comme pour montrer sa bonne volonté.⁷ Cet engagement « à haute valeur ajoutée » se traduit par l'envoi de près de 200 militaires, d'août 2003 à janvier 2007, dans le cadre de la mission ARÈS. Cette opération était distincte de celle du BATFRA puisqu'elle se déroula sous commandement américain (OEF). Ses résultats restèrent peu connus du fait de la discrétion qui l'entoura mais il s'avéra que de nombreux rebelles furent mis hors de combat et une quantité non-négligeable d'armes et de munitions saisie. L'étroite collaboration entre les forces spéciales françaises et américaines a permis de commencer à réhabiliter notre pays, par le biais de ses forces armées, aux yeux de nos alliés anglo-saxons qui avaient ressenti la non-intervention en Irak comme un véritable acte de trahison.

1.2.2. La prise de conscience des besoins pour mener à bien la mission.

La mission restant à accomplir était considérable car malgré les coups portés aux talibans, insurgés ou membres d'Al-Qaïda, la frontière avec le Pakistan n'était pas entièrement sous contrôle⁸. Les Talibans qui se battaient sur un terrain qu'ils connaissaient parfaitement bien continuaient à bénéficier de l'afflux de nombreux combattants étrangers, notamment issus du Pakistan.

La tactique militaire occidentale s'est d'ailleurs révélée mal adaptée, en particulier à cause des frappes aériennes à l'origine d'importants dommages collatéraux, tandis que la faiblesse des effectifs des forces terrestres ne permettait pas de mener de véritables opérations de stabilisation et de normalisation.

⁷ BARAT-GINIES, *op. cit.*, p50.

⁸ *Id.*

1.3. L'adaptation des forces armées à un contexte complexe.

Il s'avère que depuis la fin de la guerre d'Algérie, l'Afghanistan représente la principale source d'évolution dans le domaine de la doctrine, grâce à une exploitation systématique du retour d'expérience (RETEX), notamment par le CDEF⁹.

1.3.1. L'adaptation au théâtre : les insurgés et les forces afghanes.

Les premiers se révélèrent très combatifs et leur diversité, ainsi que leurs dissensions internes ne se ressentit pas dans les dommages qu'ils causèrent à la coalition. Issus majoritairement de l'ethnie Pashtoune, très présente dans la partie occidentale du Pakistan, ils ne connaissaient pas de frontière et bénéficiaient d'une grande mobilité. Des études précises ont été effectuées sur leurs motivations qui peuvent se diviser en trois grandes catégories : la conviction, l'obligation et l'opportunisme.

Les forces de sécurité afghanes ont été très tôt l'objet de tous les intérêts occidentaux, comme en témoigne la mission Epidote et la mise sur pied d'OMLT¹⁰ qui étaient des équipes de conseillers et d'instructeurs intégrées dans les unités opérationnelles de l'ANA qu'elles accompagnaient et conseillaient dans toutes leurs missions, à l'instruction ou au combat.

Les premiers instructeurs OMLT furent déployés dès le mois d'août 2006 dans le sud de l'Afghanistan pour conseiller l'état-major du 201^e Corps de l'ANA.

La France contribua à la reconstruction des forces armées afghanes en participant à l'opération EPIDOTE à partir de mai 2002. Vu les faibles effectifs de la coalition, ces dernières furent indispensables au contrôle de l'ensemble du théâtre. Leur présence, aux côtés des occidentaux, contribua d'ailleurs à faire accepter la force.

Les affrontements entre l'ANA et les insurgés furent violents et provoquèrent de nombreux morts et blessés. Les embuscades et le harcèlement permanent des IED et des attaques suicides étaient omniprésents, aggravés par la suspicion justifiée d'infiltration de Talibans dans les forces de sécurité afghane.

⁹ Centre de doctrine d'emploi des forces.

¹⁰ *Operational Mentor and Liaison Team.*

1.3.2. Une campagne interarmées.

L'Afghanistan semble avoir été le théâtre de prédilection des forces terrestres, contrairement à l'opération HARMATAN qui a fait la part belle à l'aéronautique. Il ne faut néanmoins pas omettre que toutes les armées ont été mises à contribution, de même que la Gendarmerie.

Dès 2001, des Mirages IV ont effectué des repérages stratégiques, peu de temps après les frappes aériennes américaines qui ont initié la chute du régime taliban, dans la cadre de l'opération américaine LIBERTE IMMuable.¹¹ Tout au long de la campagne, l'engagement de l'armée de l'Air est resté significatif.

La composante marine eu quant à elle pour mission de contrôler l'espace aéro-maritime du nord de l'océan Indien, d'empêcher le mouvement de terroristes entre l'Afghanistan et la péninsule arabique ou la corne de l'Afrique et de lutter contre les trafics d'armes et de drogues.¹²

Le déploiement de tous ces moyens témoignait bien d'une double volonté politique de s'investir pleinement dans la lutte contre le terrorisme international mais aussi d'afficher une capacité à mener un combat interarmées haute-intensité.

En parallèle des opérations de sécurisation, le BATFRA participait au développement du pays à travers le CIMIC¹³. Dès février 2002, un Groupement Interarmées des Actions Civilo-Militaires (GIACM) fut mis en place dans la zone d'opération française.

La mission du CIMIC consistait à appuyer l'action des forces et à favoriser l'acceptation de la présence française en faisant la promotion de l'aide à la population et du soutien à l'économie locale.

¹¹ BARAT-GINIES, op. cit., p84

¹² *Ibid.* p86

¹³ *Civil-Military Cooperation* ; Action civilo-militaire ou ACM en Français.

2. Le durcissement des opérations et la redécouverte de la contre-insurrection (2008-2011).

L'accession de Barack Obama à la magistrature suprême en 2008 a accéléré la bascule de l'effort américain de l'Irak vers l'Afghanistan. Lors du sommet de l'OTAN qui s'est déroulé à Bucarest en avril, les Etats-Unis ont mis en avant la nécessité de soutenir la reconstitution de l'État afghan. Pour y parvenir, ils ont exposé leur stratégie de transfert de responsabilités aux forces de sécurité afghanes que la coalition d'une quarantaine de pays s'était engagée à soutenir à long terme grâce aux 47 000 militaires déployés.

2.1.Des prétentions politiques et militaires réévaluées.

Lors de ce même sommet, le président de la République française annonça sa décision de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN et de renforcer la présence militaire française sur le sol afghan. La discordance à propos de la non-intervention française en Irak semblait désormais bien lointaine. Ainsi, au cours de l'été 2008, le dispositif français se réorienta à l'Est de Kaboul en prenant la responsabilité du district de Surobi de manière permanente et de la province de Kapisa, au sein du *Regional Command-Est*.

2.1.1. Le traumatisme de l'embuscade d'Uzbeen.

La réorganisation du dispositif militaire était donc bien lancée lorsque se produisit cet événement, le plus meurtrier depuis l'attentat du Drakkar à Beyrouth en 1983. La patrouille française qui tomba dans cette embuscade en vallée d'Uzbeen¹⁴ le 18 août 2008 eut à déplorer dix morts au combat, ainsi que 21 blessés. Les répercussions furent immédiates en métropole où les Français réalisèrent, si ça n'était pas encore le cas, que leur pays était bien engagé dans une guerre et non pas dans une simple opération de sécurité. Dès septembre 2008, le Premier ministre François Fillon annonça un déploiement militaire supplémentaire après que l'Assemblée nationale ait voté la poursuite de l'engagement français en Afghanistan. L'embuscade d'Uzbeen ne suffit bien sûr pas à expliquer le renforcement et l'adaptation des capacités militaires françaises mais elle a contribué, de manière dramatique, à accélérer ce processus.

¹⁴ 60 kilomètres à l'Est de Kaboul.

La campagne d'Afghanistan a permis de bâtir un dispositif de reconnaissance des faits d'armes et de soutien aux blessés et aux familles qui depuis est systématiquement mis en œuvre en appui des opérations.

2.1.2. L'affirmation de la participation française à un tournant de la campagne.

En 2009, Nicolas Sarkozy déclara « que la priorité porterait sur la formation des forces de sécurité afghane », tout en faisant valoir que la France avait déjà fortement accru son engagement civil et militaire depuis deux ans. Il précisa également « que la France resterait fermement engagée, avec ses alliés, aussi longtemps que nécessaire, aux côtés du peuple afghan ». Une nouvelle fois, la volonté politique se concrétisa sur le terrain avec la création, le 1^{er} novembre, de la brigade La Fayette¹⁵ qui contribua à la rationalisation du dispositif français. Cette nouvelle organisation permit de gagner en cohérence tactique et en lisibilité politique au sein de l'Alliance.

Jusqu'en 2011, les effectifs continuèrent à croître pour atteindre 4 000 soldats¹⁶ et faire de la France le quatrième contributeur de la FIAS.

2.2. La mise à disposition de moyens à la hauteur des ambitions de la France.

Des efforts considérables furent consentis pour donner à ces soldats les moyens de remplir efficacement une mission difficile face à des insurgés qui conservaient l'initiative et aux côtés de forces afghanes qui poursuivaient laborieusement leur montée en puissance.

2.2.1. Une formation sans précédent pour les soldats projetés en Afghanistan.

Le théâtre afghan confirma que l'homme restait l'instrument premier du combat et que de la qualité de sa formation dépendait directement les résultats sur le terrain. Nos forces armées avaient perdu certains savoir-faire de base du combattant depuis la fin de la guerre d'Algérie. Pour y remédier, avant même l'embuscade d'Uzbeen, la préparation opérationnelle devint différenciée selon le théâtre de déploiement pour répondre à la dureté des engagements. Ainsi,

¹⁵ Appelée également *Task Force Lafayette* : TFLF.

¹⁶ Les Etats-Unis fournissaient alors un contingent de 100 000 soldats, le Royaume-Uni de 10 000 et l'Allemagne de 5 000.

malgré de fortes contraintes budgétaires et matérielles, un système fut mis en place qui augmentait le niveau d'exigence en adaptant l'entraînement spécifique aux opérations en cours grâce à une prise en compte rapide des enseignements tirés. Aucun aspect ne fut négligé, depuis la formation des cadres jusqu'à la préparation opérationnelle individuelle et collective, sans négliger l'aguerrissement physique et moral, ainsi que la cohésion et le soutien psychologique qui se sont révélés essentiels pour l'efficacité des unités dans la durée. Ce fut donc autant un retour aux fondamentaux, tel que l'entraînement au tir de combat, que l'apparition de nouvelles disciplines comme le secourisme de combat qui permirent de préparer les soldats français lors de leur mise en condition opérationnelle (MCO) de quatre mois. La préparation à la projection sur ce théâtre très exigeant durait en réalité au moins six mois et s'appuyait notamment sur le Détachement d'assistance opérationnel (DAO) de Canjuers (Var) qui regroupait des spécialistes dans tous les domaines évoqués ci-dessus et permettait les échanges avec des cadres revenant d'Afghanistan. Une reconnaissance du théâtre pour un certain nombre de cadres fut également systématisée, ainsi qu'une sensibilisation à la culture locale et à la civilisation musulmane.

Il s'agissait d'assurer l'opérationnalité des soldats à long terme en prenant en compte le fait que les unités étaient amenées à effectuer plusieurs mandats en Afghanistan. Pour leur permettre de se réadapter progressivement à une vie normale, un « sas de décompression » fut mis en place sur l'île de Chypre, combinant suivi psychologique et détente avant de retrouver sa garnison et sa famille. Au-delà de ces objectifs qui furent atteints, les militaires y virent également une marque de reconnaissance de la nation qui contribua à leur sérénité après avoir passé six mois difficiles et parfois traumatisants.

2.2.2. Un effort matériel considérable pour remplir une mission exigeante.

Confrontés au durcissement de l'engagement en Afghanistan, nombre d'équipements se révélèrent insuffisants. Il s'agissait de pallier ces déficiences au plus vite et là encore, le traumatisme d'Uzbeen eu un effet « d'accélérateur ». Nos dirigeants acceptèrent de déroger à une règle chère à la France : la recherche d'autosuffisance en termes d'acquisition d'armements majeurs qui conduit à acquérir en priorité des équipements développés par les entreprises nationales. La mise en place de procédures d'achat en urgence opérationnelle, « sur étagère », offrit la possibilité de combler certains déficits capacitaires, tout autant que l'adaptation réactive qui permit d'avoir à disposition les matériels requis par la mission, l'environnement et le type d'ennemi.

L'objectif de ce mémoire n'est pas d'énumérer tous les équipements, neufs ou revalorisés, qui représentent globalement un véritable bond technologique. L'effort a été fait sur la protection des soldats, notamment par le biais de la lutte contre les engins explosifs improvisés, véritable domaine d'expertise des insurgés. Des véhicules nouveaux ont ainsi été mis à disposition des unités tels que le Véhicule Blindé Hautement Protégé (VBHP) ARAVIS conçu pour protéger son équipage des explosions ou le Véhicule de Détection Multiforme (VDM) ou SOUVIM qui est un véhicule d'ouverture d'itinéraire miné de deuxième génération.

Autre achat « sur étagère », le BUFFALO est un engin américain acquis en urgence opérationnelle, spécialement conçu pour les opérations de lutte contre les IED¹⁷ dont il permet de confirmer la présence. Le Véhicule de l'avant blindé à tourelle télé-opérée (VAB TOP) est quant à lui un exemple de matériel existant dont les capacités ont été considérablement augmentées par l'ajout d'un armement de bord performant offrant l'avantage de protéger le tireur.

Les équipements les plus modernes qui étaient appelés à renouveler ceux, vieillissants, des forces terrestres ont largement fait la démonstration auprès de nos alliés de leur qualité en matière de précision et de niveau de protection (hélicoptère TIGRE, véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), Canon de 155mm CAESAR).

2.3. La place de la France au plus fort de son engagement en Afghanistan.

Le 9 août 2008, la France prit la responsabilité de la province de Kapisa avec un GTIA¹⁸, dans le cadre du *Regional Command-East*, sous commandement américain. La création de la *Task Force Lafayette* en mars 2009 marqua symboliquement la montée en puissance de la France et son désir de jouer un rôle plus déterminant dans le dispositif de la coalition.

2.3.1. La *Task Force Lafayette* au sein du dispositif international.

Forte de 3750 hommes lors de sa création, la *Task Force LA FAYETTE* fut rattachée à la division américaine qui avait la charge du RC-E et qui comptait six autres brigades de combat.

¹⁷ *Improvised Explosive Devices.*

¹⁸ Groupement Tactique Interarmes.

Bien au-delà d'une simple volonté d'affichage, le dispositif français fut organisé de manière à pouvoir atteindre les objectifs qui visaient notamment à favoriser la montée en puissance des *Afghani National Security Force (ANSF)*, tout en permettant aux institutions étatiques d'assumer un rôle plus important dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement. Elle se composait d'un état-major à Nijrab (Kapisa), de deux GTIA (un en Kapisa depuis 2008 et un en Surobi depuis 2009), d'un bataillon de commandement et de soutien et d'un bataillon d'hélicoptères, tous deux basés à Kaboul.

Un effort particulier a été fourni pour favoriser l'intégration du commandement, de la troisième dimension et du renseignement avec les alliés, dans un contexte interarmées, de manière à garantir l'interopérabilité indispensable à la conduite des opérations. En s'inspirant de l'exemple américain, les procédures en matière d'appui feu (sol-sol et sol-air) ont été améliorées pour permettre aux chefs tactiques d'en bénéficier sur très court préavis. A ce titre, des *Forward Air Controller (FAC)* ont été mis en place au sein des sections de combat pour répondre à la fugacité des engagements qui se produisaient souvent à très courte distance, alors que la ligne des contacts n'était pas clairement définie.

2.3.2. L'appropriation de la doctrine de contre-insurrection anglo-saxonne.

La contre-insurrection ne fut pas une découverte pour la France qui l'avait déjà pratiquée durant sa période coloniale. Néanmoins, la non-participation à l'intervention en Irak en 2003 lui avait fait prendre du retard par rapport à ses alliés anglo-saxons. Elle s'est donc naturellement inspirée des doctrines américaine et britannique en la matière pour mener dans le cadre de cette large coalition une contre-insurrection « nouvelle génération »¹⁹ qui lui a permis de faire face à la guérilla menée par les talibans. L'objectif fut de combler l'absence de procédés tactiques adaptés, entre les modes coercitifs classiques (offensifs ou défensifs) et le contrôle de zone en phase de sécurisation. Face à cette menace asymétrique, dans un milieu difficile fait de zones montagneuses et de larges espaces semi-désertiques, la population faisait l'objet de toutes les attentions dans la bataille de l'information et des perceptions. Il s'agissait de l'empêcher de tomber sous le joug des Talibans grâce aux actions civilo-militaires et aux opérations d'influence.

¹⁹ BARAT-GINIES, op. cit.

3. Le désengagement des troupes françaises (2011-2014) - Bilan de l'adaptation des forces armées.

Alors que le désengagement était initialement planifié pour 2014, le président Hollande fraîchement élu en 2012 décida d'accélérer le processus. Après cette annonce, il importait que ce départ anticipé ne passe pas pour une dérobade après que la France ait atténué les effets de sa non-intervention en Irak en 2003 grâce à son action en Afghanistan mais aussi en Lybie.

3.1. Le transfert de responsabilité progressif à l'Armée nationale afghane.

En cohérence avec les objectifs de la coalition mais de manière prématurée, la France a accéléré le processus qui consistait à confier la responsabilité des zones dont elles avaient la charge à l'Armée Nationale Afghane (ANA). Cette dernière comptait désormais 190 000 soldats auxquels venaient s'ajouter 150 000 policiers alors que les forces de sécurité n'existaient pas au lancement de l'opération « Enduring Freedom » en décembre 2001. A l'été 2012, ces forces nationales étaient responsables de la sécurité sur plus de 75% du territoire afghan. Leur tâche reste ardue aujourd'hui pour empêcher le retour au pouvoir des Talibans.

3.1.1. Le défi du désengagement, entre difficulté logistique et enjeu diplomatique.

Le désengagement des forces françaises fut une opération à part entière qui nécessitait à tout prix de conserver la liberté d'action sur le terrain. Pour y parvenir, la qualité des relations avec la division américaine mais aussi avec les ANSF était déterminante. La sécurisation des axes était impérative pour protéger les convois en partance vers Kaboul des Talibans qui cherchaient à présenter ce retrait comme un repli et un aveu d'échec aux yeux de la population. Pour chacune des opérations d'évacuation, entre 600 et 800 soldats français et afghans étaient déployés sur une période pouvant aller jusqu'à 72 heures avant la mise en place des convois afin d'assurer une bulle de protection.

Dans des conditions multinationales complexes et dans un contexte sécuritaire difficile, le théâtre afghan a permis de mettre en œuvre et d'éprouver l'ensemble des savoir-faire des différentes sous-fonctions du soutien.

Cette campagne a été pour la logistique, au même titre que les autres fonctions opérationnelles, un accélérateur en matière de préparation opérationnelle,

d'interopérabilité et d'équipements. Tous ces progrès furent déterminants dans les opérations qui ont suivi, notamment dans la bande sahélo-saharienne.

3.1.2. La fermeture du théâtre afghan ?

Le désengagement anticipé des forces armées françaises ne signifiait pas pour autant la fin de la collaboration entre les deux pays. Le 27 janvier 2012, la France et l'Afghanistan ont en effet signé un traité d'amitié et de coopération, conclu pour 20 ans, avec pour objectif d'établir un partenariat visant à soutenir l'indépendance, la sécurité et le développement du pays.

Comme précisé précédemment, l'objectif de ce mémoire n'est pas de dresser un bilan de l'action de la France ni même de la coalition en Afghanistan. La situation sécuritaire reste aujourd'hui incertaine mais des messages très positifs avaient été délivrés. Le dernier commandant de la FIAS, le général américain John Campbell, a dressé un bilan positif de l'action des troupes dans le pays lors de son adresse aux soldats de l'OTAN : « Vous avez rendu l'Afghanistan plus fort et nos pays plus sûrs. J'espère que vous êtes fiers de l'impact positif que vous avez pu avoir et que continuerez à avoir sur les Afghans et leur avenir ». De son côté, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg a écrit dans un communiqué : « Grâce aux efforts remarquables de nos forces, nous avons atteint l'objectif que nous nous étions fixé. Nous avons rendu nos pays plus sûrs, en privant les terroristes internationaux d'un sanctuaire. Nous avons rendu l'Afghanistan plus fort, en mettant en place de solides forces de sécurité auparavant inexistantes ». La France peut être associée à ces résultats collectifs et nous pouvons considérer que ses objectifs politiques ont été atteints.

3.2. Des forces armées renforcées par 13 ans d'opérations exigeantes.

L'ensemble des forces armées, en particulier l'armée de Terre, sont sorties aguerries de cet engagement de plus d'une décennie. De manière générale, la campagne d'Afghanistan a dynamisé la pensée tactique, la réflexion doctrinale et le processus de retour d'expérience.

Des progrès importants ont été réalisés en matière d'interopérabilité, ce qui constitue un gage d'efficacité pour de futures actions en coalition.

3.2.1. Les leçons tactiques tirées.

Toutes les fonctions opérationnelles ont participé aux opérations de combat, permettant une progression cohérente de l'ensemble des composantes.

Depuis le niveau de la brigade jusqu'au niveau de la compagnie, les structures de commandement ont fait l'objet d'adaptations constantes pour planifier et conduire avec succès des actions de combat et des opérations d'influence dans un environnement très complexe. La notion de manœuvre globale a émergé pour permettre de « gagner les cœurs et les esprits »²⁰ tout en conservant une capacité de réversibilité qui a permis de répondre, de manière mesurée, au harcèlement des insurgés sans s'aliéner la population.

L'aérocombat²¹ s'est révélé comme un pôle d'excellence de l'armée de Terre. Cette capacité constitue un atout français, aussi bien dans un cadre national qu'en coalition, comme ce fut le cas lors des opérations HARMATTAN et SERVAL.

L'expertise française en matière d'assistance militaire opérationnelle, déjà reconnue notamment en Afrique, a pu être encore développée dans le cadre de la mission EPIDOTE et grâce à la mise en place d'OMLT. L'interopérabilité avec les forces afghanes a pu se mettre progressivement en place pour parvenir à une situation de « *ANSF first* »²² et permettre un transfert de responsabilité.

Le renseignement multicapteurs s'est développé tout au long de la campagne grâce à la mise en œuvre de l'ensemble des capacités modernes d'observation et de guerre électronique et l'emploi de tous types de drones par les forces au sol.

La lutte contre la menace IED qui fut la cause de 26% des pertes françaises a connu un essor sans précédent grâce à l'achat des équipements décrits ci-dessus mais aussi par la mise en place de procédures inspirées des expériences américaines et britanniques.

Une pratique devenue courante sur tous les théâtres d'opération est apparue en Afghanistan à compter de 2008 : l'initiative de l'ouverture du feu a été déléguée au plus bas niveau pour faire face aux nombreux accrochages.

²⁰ Concept initié par le général américain Petraeus.

²¹ Combat des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de l'Air (ALAT).

²² Procédé qui consistait à confier les missions principales aux unités afghanes, tout en les appuyant.

3.2.2. D'une armée professionnalisée à une armée professionnelle.

La guerre d'Afghanistan a ainsi marqué toute une génération de soldats français, notamment au plus fort des combats entre 2008 et 2012. 89 d'entre eux ont d'ailleurs payé de leur vie leur engagement pour leur pays. Cette confrontation à la mort au combat et aux blessures physiques et psychiques a réaffirmé la spécificité du métier de soldat qui, pour accomplir la mission qui lui est fixée, accepte de mettre sa vie en jeu et de l'ôter à un ennemi si nécessaire. La durée de cet engagement a permis une accumulation d'expérience opérationnelle inédite depuis la guerre d'Algérie puisque près de 80% des unités de l'armée de Terre ont été déployées en Afghanistan entre 2001 et 2014.

Tous les savoir-faire acquis se sont révélés précieux lors des opérations qui ont suivies, notamment dans la BSS et en République centrafricaine. La difficulté réside désormais dans leur pérennisation alors que l'ampleur des opérations de sécurisation du territoire national diminue les projections extérieures et les périodes d'entraînement.

3.3. Un affermissement de la France sur la scène internationale.

Cette campagne exigeante a permis à la France de démontrer sa volonté politique de peser sur la scène internationale, grâce à la crédibilité de ses forces armées. Son engagement en Afghanistan a réaffirmé qu'elle était un partenaire fiable, notamment aux yeux de ses alliés anglo-saxons qui auraient pu en douter lorsque le président Chirac décida de ne pas les suivre en Irak.

3.3.1. La réaffirmation de sa place au sein de l'OTAN.

La tendance a été confirmée lors de la réintégration au sein du commandement intégré de l'OTAN. Lorsque cette étape symbolique fut franchie, il restait à prouver l'interopérabilité de nos forces avec celles de nos partenaires. Dans l'urgence et par pragmatisme, elles ont su s'inspirer du savoir-faire acquis en Irak par les Américains et des Britanniques via la remise à plat du corpus doctrinal interarmées. Les procédures otaniennes sont désormais une référence absolue pour l'ensemble de ses membres, ce qui rend possible la planification d'opération complexes intégrant des pays qui ont parfois des histoires militaires très différentes.

En Afghanistan, la France est donc parvenue à s'intégrer progressivement au sein d'une coalition de plus de 150 000 hommes dont plus de 100 000 Américains²³. C'était une condition indispensable pour pouvoir profiter de leurs appuis et de leurs soutiens qui ont permis d'accomplir des missions qui n'auraient pas pu l'être de manière autonome.

3.3.2. Un outil militaire reconnu qui a payé « le prix du sang ».

Sans aller jusqu'à dire que la France avait un retard à rattraper en matière de sacrifices humains, il est évident qu'elle était observée quant à son investissement en Afghanistan. Elle y a malheureusement payé le prix du sang avec les 89 morts français qui ont représenté 2,5% des pertes de la coalition et 10% de celles de la vingtaine de pays de l'Union européenne. Il faut y ajouter les quelques 800 blessés ainsi que les nombreux soldats traumatisés par cet engagement difficile.

Alors que les forces britanniques et canadiennes sont sorties exsangues de leurs interventions en Afghanistan et en Irak et que les États-Unis sont beaucoup plus réticents à projeter des forces conventionnelles, la France a renforcé sa crédibilité en capitalisant son expérience en Libye, au Sahel et en RCA. Son intervention décisive au Mali en 2013 avait d'ailleurs forcé l'admiration sur la scène internationale.

²³ Chiffres de 2011.

Conclusion :

L'objectif de ce mémoire n'était nullement de faire un bilan de l'engagement de la coalition ou plus particulièrement de la France en Afghanistan. L'analyse de la situation actuelle dans ce pays déchiré par des siècles d'affrontements est un sujet à part entière. Ainsi, les problèmes internes qui demeurent ne doivent en rien entacher l'action de nos forces armées. Pour s'adapter à un conflit très différent des théâtres précédents, elles ont su puiser des savoir-faire chez nos alliés anglo-saxons, forts de leur expérience en Irak. La campagne afghane gardera ainsi une connotation très « otanienne » qui démontre que l'Organisation reste incontournable dans le cadre d'interventions majeures, au détriment de l'Union européenne.

Malgré des difficultés économiques, nos dirigeants politiques ont compris qu'il fallait répondre favorablement aux demandes des militaires en matière d'équipements pour leur permettre de faire face à une situation difficile. Sans renier totalement le principe consistant à privilégier l'industrie de défense nationale, ils ont su faire preuve d'un pragmatisme salutaire. La France s'est ainsi adaptée d'une manière originale, en s'appuyant à la fois sur son expérience séculaire et sur celle de ses partenaires dans cette campagne.

Les sacrifices humains et matériels consentis n'ont pas été vains puisqu'ils ont permis de perfectionner considérablement nos forces armées, unanimement reconnues au niveau mondial.

De l'aveu de tous les diplomates rencontrés durant la rédaction de ce mémoire, les forces armées françaises ont répondu aux attentes de nos dirigeants, même lorsque les objectifs politiques n'étaient pas très clairs. En ayant payé le « prix du sang » mais surtout en contribuant à sécuriser l'Afghanistan, la France a retrouvé toute sa place au sein de l'OTAN et sur la scène internationale. Ses capacités ont été confirmées lors des interventions en Lybie, au Mali, en Centrafrique et sa participation à la lutte contre *Daesch*.

Grâce à l'évolution des forces armées, la conduite des opérations a pu répondre efficacement aux objectifs politico-stratégiques. Dans le même temps, il est apparu que la situation rencontrée sur le terrain a également eu un effet sur ces derniers. Soucieuse de sa crédibilité sur la scène internationale mais aussi de l'adhésion de ses concitoyens, la France a parfois dû les relativiser pour rester dans une marge acceptable de dommages humains et matériels. Les réflexions stratégiques prennent désormais bien en compte ce phénomène réciproque.

A l'heure où ce mémoire est rédigé, l'analyse du retour d'expérience acquis en Afghanistan se poursuit. L'adaptation militaire est désormais identifiée comme un processus complexe et essentiel pour l'efficacité de nos forces armées. S'appuyant sur la situation rencontrée en opération, elle permet de se préparer aux opérations futures qui ne manqueront pas d'apporter leurs surprises tactiques et stratégiques.

Corpus :

- Ouvrages spécialisés :

BARAT-GINIES Oriane, *L'engagement militaire français en Afghanistan 2001-2011*, Paris, L'Harmattan, 2011, 164 p.

TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier, *Guerre et Stratégie - Approches, Concepts*, Paris, PUF, 2015, 536 p.

FARRELL Theo, OSINGA Frans et James A. RUSSELL, *Military Adaptation in Afghanistan*, Stanford University Press, 2013, 368 p.

GOYA Michel, *Res Militaris : de l'emploi des forces armées au XXIe siècle*, Paris, Economica, 2010, 263 p.

MERCHET Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan : pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Paris, Jacob Duvernet, 2008, 180 p.

NORTIN Jean-Christophe, *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan 1979-2011*, Paris, Fayard, 2011, 934 p.

DE COURREGE Hervé, GIVRE Pierre-Joseph, LE NEN Nicolas, *Guerre en montagne : Renouveau tactique*, Paris, Economica, 2006, 141 p.

DE COURREGE Hervé, GERMAIN Emmanuel, LE NEN Nicolas, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010, 128 p.

VAN TRAN CAN Christophe, MINGASSON Nicolas, *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, Paris, Plon, 2011, 184 p.

BARTHE Nicolas, KAUFFMANN Alexandre, *Engagé*, Paris, Grasset, 2011, 276 p.

- Articles :

SICOURMAT Camille, « L'adaptation des forces terrestres françaises au théâtre afghan (2008-2011) », in *Laboratoire de l'IRSEM n°10 : L'Académie de la boue - Regards croisés sur l'apprentissage des forces armées*, 2012, p 51-58.

SCHMITT Olivier, « Européanisation ou otanisation ? : la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne en Afghanistan » in *Politique européenne n°48*, 2015, p 40-67.

- Parutions spécialisées :

Centre de Doctrine d'Emploi des Forces (CDEF), *Doctrine de contre-rébellion*, Paris, janvier 2009.

CDEF, Cahier du RETEX – Opérations, L'armée de Terre française 1978-2015 : bilan de 37 années d'opérations ininterrompues, Paris, mai 2015.

Utilisation du RETEX du CDEF : exploitation de comptes-rendus de fin de mission et de nombreuses fiches de synthèse sur l'Afghanistan en général et sur des aspects particuliers de la campagne.

- Sites internet :

Ministère des Affaires étrangères et du développement international :

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

- Entretiens :

Rencontre avec M. Frédéric GRARE, chargé de mission au Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Ministère des Affaires étrangères et du développement international.
Entretien oral libre qui s'est déroulé le 25 février 2016 au Quai d'Orsay.